

**Objet : Mise en demeure**

Madame, Monsieur le Président,

Je suis le Conseil du chanteur ORELSAN.

Hier, alors que ce dernier devait donner un concert à la MJC L'Antipode de CLEUNAY, votre association s'est présentée afin de manifester et d'empêcher les spectateurs d'accéder à la salle et d'assister au concert, nécessitant l'intervention de la force publique pour assurer le bon déroulement du spectacle.

La prestation d'ORELSAN n'a pu avoir lieu qu'avec beaucoup de retard, obligeant l'artiste à la raccourcir.

Cette manifestation a en outre donné lieu à des agissements absolument stupéfiants et inadmissibles de la part des participants.

C'est ainsi qu'un des employés de la salle de concert a été mordu par une manifestante, qui lui a ensuite craché dessus avant qu'il ne soit recouvert de peinture...

D'autres manifestants n'ont pas hésité à cracher sur les spectateurs qui tentaient tant bien que mal de dépasser le cordon humain qui avait été formé pour les empêcher d'entrer dans la salle.

Enfin, ORELSAN a subi de nombreuses insultes graves de la part des manifestants.

Ces agissements violents et qui constituent de graves atteintes à de nombreuses libertés individuelles, ont généré un préjudice considérable pour mon client, dont je vous indique dès à présent qu'il se réserve le droit de demander réparation.

Je vous rappelle, si de besoin et pour éviter toute polémique, que, d'une part, la chanson dont vous dénoncez les paroles n'est ni contenue dans l'unique album d'ORELSAN, ni interprétée lors ses prestations sur scène, et d'autre part, qu'ORELSAN s'est déjà expliqué publiquement sur les paroles controversées de sa chanson, indiquant explicitement qu'il s'agissait d'une œuvre de fiction et en aucun cas d'une volonté d'inciter à une quelconque violence contre les femmes.

Je vous mets donc en demeure d'interrompre immédiatement toutes vos actions de nature à porter atteinte au bon déroulement de la carrière d'ORELSAN, étant précisé que j'ai reçu instruction de saisir toute juridiction propre à assurer la sauvegarde des droits de mon client.

Vous avez la possibilité de transmettre la présente à votre conseil ou d'inviter ce dernier à se mettre en rapport avec mon Cabinet.

Dans l'attente,

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments distingués.